

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 Chartres

Chartres, le 13/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EXPANSCIENCE**

Rue des Quatre Filles  
BP 50034  
28230 Épernon

Références : VAT20240430  
Code AIOT : 0010000316

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2024 dans l'établissement EXPANSCIENCE implanté Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXPANSCIENCE
- Rue des Quatre Filles BP 50034 28230 Épernon
- Code AIOT : 0010000316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site industriel des laboratoires EXPANSCIENCE, implanté à Épernon, regroupe les activités de

recherche, de développement et de production de principes actifs, ainsi que de fabrication, conditionnement et expédition de produits pharmaceutiques et dermocosmétiques.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- AN24 Sécheresse
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 9.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
17	Bassins de confinement des eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 1.1.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
22	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
23	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.1.2	Sans objet
5	Application de l'arrêté	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
6	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
7	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
8	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
9	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	e des eaux résiduaires	article 7.3.1	
11	VLE eaux résiduaires pH, T°C	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.3.7	Sans objet
12	VLE Eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.2.1	Sans objet
13	VLE eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.2.1	Sans objet
14	ACTIONS CORRECTIVES	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 7.4.1	Sans objet
15	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 7.4.1	Sans objet
16	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.2.4.2	Sans objet
18	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
19	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
20	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
21	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approvisionnement en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 relatives à l'approvisionnement en eau sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les prélèvements en eau sont répartis de la façon suivante :

-Nappe phréatique consommation annuelle 25 000 m<sup>3</sup>

débit max 25 m<sup>3</sup>/h

débit moyen 24h 12 m<sup>3</sup>/h

-Réseau public 75 000 m<sup>3</sup>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Dans le cas où le forage dans la nappe phréatique n'est pas utilisé durant l'année en cours, l'exploitant a la possibilité de prélever le volume annuel de sa consommation d'eau depuis le réseau public.

#### **Constats :**

Concernant les usages de l'eau sur le site l'exploitant indique que les prélèvements d'eau dans la nappe phréatique servent uniquement à l'alimentation des tours aéroréfrigérantes et aux distillateurs. Le reste de l'eau utilisée sur le site provient du réseau d'eau public.

L'inspection a consulté les déclarations GERE de consommation d'eau de l'exploitant sur plusieurs années :

Déclaration Gerep 2023

320 jours travaillés

prélèvements d'eaux souterraines 15 633m<sup>3</sup>

prélèvements d'eaux réseau public 78 124 m<sup>3</sup>

total 93 757 m<sup>3</sup>/an pas de dépassement

Déclaration Gerep 2022

332 jours travaillés

prélèvements d'eaux souterraines 14 504 m<sup>3</sup>

prélèvements d'eaux réseau public 87 384 m<sup>3</sup>

total 101 888 m<sup>3</sup>/an dépassement des 100 000 m<sup>3</sup>/an

L'exploitant justifie du dépassement de consommation d'eau par des fuites notamment sur le réseau de sprinklage. Il indique également que des travaux sont en cours sur ce réseau.

Selon le relevé de compteur 2022 fourni par l'exploitant la consommation :

-d'eau de ville est de 87 384 m<sup>3</sup>

-du forage est de 14 504 m<sup>3</sup>

Selon le relevé de compteur 2023 fourni par l'exploitant la consommation :

-d'eau de ville 78 124 m<sup>3</sup>

-du forage 15 633 m<sup>3</sup>

Ce qui est cohérent avec GERE

Au jour de l'inspection l'exploitant ne dispose pas de systèmes pour connaître les débits maximum et moyen de ses prélèvements dans la nappe. Il indique en inspection qu'un logiciel

sera mis en place d'ici la fin de l'année 2024.
<b>Constat : L'exploitant ne peut pas justifier des débits de prélèvement dans la nappe.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le fichier de suivi des compteurs d'eau. Celui-ci effectue un relevé mensuel de chacun des compteurs. Par échantillonnage l'inspection consulte le dernier relevé du compteur d'eau de ville du 28 juin 2024 avec 2 index 237 329 (compteur 1) et 137 028 (compteur 2) et pour le forage un index de 105 565.  Par échantillonnage l'inspection vérifie sur le site l'index du compteur 1 au 4 juillet 2024 celui-ci indique le chiffre de 137 641 et pour le forage l'index indique 105 762.  Les relevés sur le terrain sont cohérents.  <b>Constat : L'exploitant n'effectue pas un relevé hebdomadaire de ses compteurs.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, [...] <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation;</li> <li>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion; [...])</li> <li>-les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>-les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'inspection peut consulter en salle le plan des réseaux celui-ci indique notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les 2 alimentations en eau de ville</li> <li>- les bassins de confinement avec le séparateur (les eaux étant ensuite dirigées vers le ruisseau jouxtant le site),</li> <li>- le réseau de collecte des eaux de ruissellement du parking avec également un séparateur (les eaux étant dirigées ensuite vers le réseau eaux pluviales de la ville)</li> <li>- le réseau d'alimentation issu du forage n'est pas indiqué sur le plan ainsi que le forage lui-même.</li> </ul> <p><b>Constat : Le réseau d'alimentation issu du forage n'est pas indiqué sur le plan ainsi que le forage lui-même.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Protection de la ressource en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de <b>disconnexion ou tout autre équipement</b> présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans la nappe phréatique.
<b>Constats :</b>  L'exploitation présente le rapport de contrôle des disconnecteurs (intervention du 10 août 2023) Sur les 4 disconnecteurs présents sur le site, le rapport conclut qu'ils ne présentent aucune anomalie.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Application de l'arrêté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Application de l'arrêté
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  L'inspection a consulté les déclarations GERE de consommation d'eau de l'exploitant sur plusieurs années : Déclaration Gerep 2023 320 jours travaillés prélèvements d'eaux souterraines 15 633m3 prélèvements d'eaux réseau public 78 124 m3 total 93 757 m3/an pas de dépassement  Déclaration Gerep 2022 332 jours travaillés prélèvements d'eaux souterraines 14 504 m3 prélèvements d'eaux réseau public 87 384 m3 total 101 888 m3/an dépassement des 100 000 m3/an  <b>L'arrêté est applicable au site Expanscience.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Les installations exemptées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
<b>Prescription contrôlée :</b>



Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

**Constats :**

**L'exploitant confirme ne pas faire partie des cas d'exemption.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Réductions imposables à l'exploitant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

**Prescription contrôlée :**

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier.

Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil

correspondant de l'année précédente.

Cette moyenne peut être calculée **en ne retenant que les jours d'activités** réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population.

Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.

#### **Constats :**

L'exploitant présente le fichier de calcul du volume de référence pour 2023. Le calcul prend en compte le nombre de jours d'activités de l'installation soit 365 jours par an.

Un premier calcul fait état de la moyenne des volumes journaliers sur l'année civile 2022.

Un 2nd calcul fait état de la moyenne des volumes journaliers sur les trimestres 2022.

Le volume de référence retenu par l'exploitant et de 279 m3 par jour sur l'année 2022 à ce volume comme le prévoit la prescription il a fait le choix de retrancher l'eau nécessaire aux usages des salariés du site.

Il obtient ainsi un volume de référence de 267 m3 par jour.

Ce calcul n'appelle pas de remarque.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 8 : Réductions d'eau de l'exploitant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

#### **Prescription contrôlée :**

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- **vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;**

- **alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;**

- **alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;**

- **crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.**

[...]

III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le

déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection peut constater concernant les eaux souterraines du site qu'il n'y a pas eu en 2023 de niveau de restriction déclaré. Les installations n'ont pas été soumises aux dispositions du présent arrêté ministériel.</p> <p>Cependant l'exploitant a mis en place notamment un affichage sur les écrans du site à l'intention des salariés pour la mise en place de mesures de réduction de la consommation d'eau.</p> <p>De plus l'exploitant a préparé un tableau de suivi de sa consommation au vu du volume de référence si un seuil était franchi.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de <b>gravité d'alerte renforcée ou de crise</b> sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non applicable en 2023 et au jour de la visite d'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Autosurveillance des eaux résiduaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2010 relatives à l'autosurveillance des eaux résiduaires sont remplacées par les dispositions suivantes : Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre pour les rejets visés à l'article 4.3.9 de</p>

<p>l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 modifié, incluant également les rejets issus du procédé de régénération des eaux par traitement en milieu supercritique :</p> <p>&gt; Mesures en continu : débit, pH, température ;</p> <p>&gt; Mesures mensuelles : DCO, DBO5, MES, Azote global, Phosphore total, Zn, sulfates, sulfures, agents de surface non ioniques, agents de surface anioniques, agents de surface cationiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les données Gidaf et par échantillonnage l'exploitant a déclaré des mesures:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en mai/février 2024/ décembre 2023</li> <li>- chaque jour ouvré pour le débit, le Ph et la température.</li> <li>- à minima mensuelle pour DCO, DBO5, MES, Azote global (NGL), Phosphore total, Zn, sulfates (SO4--), sulfures, agents de surface non ioniques, agents de surface anioniques, agents de surface cationiques.</li> </ul> <p>Lors de la visite de terrain l'inspection peut constater la mesure en continu le 4 juillet à 17h11</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-du PH entre 7.23 et 7.09</li> <li>-du débit 9,96 m3 par heure</li> <li>-de la température à 19,9 °C.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : VLE eaux résiduaires pH, T°C**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:</p> <p>Température &lt; à 30°C pH compris entre 5.5 et 8.5</p> <p>Convention de rejet :</p> <p>Température &lt; à 30°C pH compris entre 6.5 et 8.5</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les données gidaf et par échantillonnage en décembre et août 2023/février et mai 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ph et température respecté</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : VLE Eaux résiduaires après épuration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires (effluents industriels et purges des aéroréfrigérants) dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Débit horaire : 12,5 m<sup>3</sup>/h

Débit journalier : 300 m<sup>3</sup>/j

Paramètre	c o n c e n t r a t i o n m a x i m a l e ( m g / l )	c o n c e n t r a t i o n m o y e n n e j o u r n a l i è r e ( m g / l )	flux maximal journalier (kg/j)
DCO	2000	1300	210
DBO5	800	700	110
MES	600	125	20
Azote global (exprimé en N)	150	32	5
Phosphore total	50	13	2
Sulfates	400	-	-
Sulfures	1	-	-
t e n s i o a c t i f s a n i o n i q u e s	10	6	0.96 (anioniques et non ioniques)
t e n s i o a c t i f s n o n i o n i q u e	60	6	

**Constats :**

Selon les données déclarées par l'exploitant sur GIDAF et selon un contrôle par échantillonnage :

- Le débit journalier de 300 m<sup>3</sup>/j est respecté :

En décembre 2023/février et mai 2024

-Les VLE en concentration sont respectées pour l'ensemble des paramètres :

En décembre 2023/février et mai 2024

Sauf pour :

-DBO5 1dépassement en décembre 2023 du double de la valeur. En inspection, l'exploitant à l'appui du fichier de suivi interne démontre qu'il s'agit d'une erreur de saisie.

-SO4-- dépassement en décembre 2023 et en février 2024. Ces dépassements font l'objet d'un commentaire dans le point contrôle « actions correctives ».

L'inspection note qu'il n'y a plus de dépassements depuis février 2024.

L'exploitant fournit également les rapports de surveillance réalisés chaque mois par un organisme extérieur.

-En février 2024, prélèvement du 30 janvier 2024, les VLE en concentration sont respectées.  
-En mars 2024, prélèvement du 6 mars 2024, les VLE en concentration sont respectées.

(Remarque : La VLE du zinc a été comparée à celle de l'arrêté du 2 2 98.)

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : VLE eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 2.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales [...] les valeurs limites en concentration [...] ci-dessous définies.

Paramètres	concentration maximales en mg/l
Hydrocarbures totaux	10
Matières en suspension totales	35

**Article 18 Arrêté 2.2.98**

Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, [...]

Les installations de traitement sont correctement entretenues

**Constats :**

L'exploitant présente les analyses réalisées sur les rejets eaux pluviales le 3 mai 2024 pour le point de rejet nommé bassin pluvial :

-MES 6.4 mg/l

-hydrocarbures inférieurs à 0.1 mg/l

pour le point de rejet nommé pluvial

-MES 15.3 mg/l

-hydrocarbures inférieurs en 0.1 mg/l

L'exploitant est en capacité de justifier de l'entretien des 4 séparateurs hydrocarbures ( 3 de 3 m3 et 1 de 20 m3 au niveau du bassin de confinement)

Entretien réalisé le 9 août 2023 avec le BSD associé numéro 202300809 pour un code déchets 130507\* et une quantité réelle de 3,4 tonnes, un 2nd BSD numéro 202300809 avec une quantité réelle de 3,38 tonnes.

En plus de ces analyses, l'exploitant indique réaliser une analyse en autosurveillance des eaux contenues dans le bassin de confinement eaux pluviales avant chaque rejet.

Lors de la visite de terrain l'inspection peut constater la présence de ces analyses sur le cahier de maintenance. Dernier test réalisé le 4 juillet 2024 résultat obtenu pour le pH, la DCO et le test de moussage.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : ACTIONS CORRECTIVES

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 7.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 modifié relatives aux actions correctives sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 6.2 précédent et des autres mesures d'autosurveillance du chapitre 9.2 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 modifié, les analyse et les interprète.

Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations et de leurs effets sur l'environnement.

**Constats :**

Concernant les écarts de VLE sur le SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, l'exploitant montre la fiche de détection des situations d'urgence qui a été remplie à cette occasion.

Le dépassement de la VLE est lié à l'unité de régénération des solvants, la cause étant la purge des boues biologiques trop chargées et une purge trop fréquente. L'analyse de cette cause a montré qu'un volume de purge supérieur à 4 m<sup>3</sup> par jour entraînait des dépassements en SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>.

L'exploitant a pu constater que, lors des dépassements, les purges pouvaient attendre jusqu'à 7 m<sup>3</sup> par jour.

Il a ainsi été décidé de limiter le volume de purge à 4 m<sup>3</sup> par jour

L'inspection a vérifié qu'il n'y avait pas eu d'autres dépassements depuis février 2024.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 7.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2006 modifié relatives à l'analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance sont remplacées par les dispositions suivantes :

<p>[...]</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance, notamment des rejets acqueux [...] sont transmis par l'exploitant par la biais de l'application GIDAF.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté l'application GIDAF.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Isolement du site**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2006, article 4.2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définies par consignes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des eaux de ruissellement (hors parking salariés) est dirigé vers 2 bassins de confinement.</p> <p>Les 2 bassins reliés entre eux, sont équipés par une vanne guillotine qui en fonctionnement normal est en position fermée.</p> <p>L'évacuation par gravité des eaux contenues dans les bassins de confinement est déclenchée par l'exploitant après contrôle de la qualité des eaux (DCO/pH/Moussage/couleur).</p> <p>Au jour de la visite, une vidange a été réalisée le 4 juillet 2024, l'inspection constate sur le cahier de maintenance les résultats du contrôle de la qualité des eaux., à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-DCO 52 mg/l</li> <li>-pH 7</li> <li>-Moussage ok</li> <li>-Couleur claire</li> </ul> <p>La consigne MOP-16.014 V4, explicite le fonctionnement de la vanne guillotine, du ballon obturateur et du système de prélèvement.</p> <p>Pendant la visite un test de fonctionnement de la vanne est réalisé. Le test est concluant.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>



N° 17 : Bassins de confinement des eaux extinction incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2016, article 1.1.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2010 et relatives à la consistance des installations autorisées sont complétées par les dispositions suivantes :

Nouvelles installations :

[...]

- la construction d'un bassin de confinement supplémentaire destiné à la récupération des eaux en cas d'incendie, d'un volume de 750 m<sup>3</sup>, également installé en partie Nord du site à proximité du bassin actuel de confinement d'une capacité également de 750 m<sup>3</sup> ;

[...]

**Article 4.1.2**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m<sup>3</sup> (2 bassins de 750 m<sup>3</sup> chacun) avant rejet vers le milieu naturel.

[...]

Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection constate la présence de 2 bassins de confinement reliés entre eux. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du volume de ces bassins.

L'inspection constate également que les 2 bassins sont disponibles (les eaux pluviales sont régulièrement vidangées voir point de contrôle précédent).

L'exploitant présente à titre d'exemple la Fiche réflexe « conduite à tenir en cas d'incendie de solvants » celle-ci mentionne « s'assurer de la fermeture de l'évacuation extérieure des bassins de confinement ».

L'exploitant indique que la vanne guillotine peut être actionnée manuellement en cas de coupure d'électricité.

**Constat:** L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du volume des bassins de confinement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 18 : Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé des analyses sur les 20 Pfas obligatoires et les 8 Pfas optionnels. Il a effectué des recherches sur les matières premières utilisées sur le site qui ne contiennent à priori pas de Pfas selon leur analyse ainsi que dans les produits synthétisés.</p> <p>Seul l'émulseur utilisé (Filmopol 3) pourrait être une source de rejet de Pfas. Sachant que le système de sprinklage a été déclenché à 2 reprises en 2020 et 2022. Il existe aussi sur site une zone déchets avec des GRV soumis aux intempéries.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Réalisation des campagnes d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque <b>point de rejets aqueux de l'établissement</b>, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>3 campagnes de mesures ont été réalisées les 09/2023, 10/2023 et 11/2023.</p> <p>Il existe sur site 3 points de rejet (hors eaux usées domestiques) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les eaux industrielles et TAR</li> <li>-les eaux pluviales site et toitures</li> <li>-les eaux pluviales parking salariés</li> </ul> <p>Les prélèvements et analyses ont été réalisés uniquement sur les 2 premiers points de rejet, le point de rejet eaux pluviales parking n'a pas été jugé pertinent au regard de l'absence d'activité sur cette parcelle et de l'absence de tout type de stockage.</p> <p>L'ensemble des paramètres a été analysé lors des 3 campagnes.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 20 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses sont sous-traitées à un laboratoire détenant l'accréditation cofrac pour les 20 Pfas obligatoires et pour le C604.</p> <p><b>Au vu de l'évolution des accréditations en 2023, l'inspection ne notera pas d'écart sur ce point.</b> Elle rappelle à l'exploitant qu'il devra prêter attention à l'accréditation du laboratoire si de nouvelles mesures devaient être effectuées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 21 : Exigences pour le prélèvements**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports d'analyses font état de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 24h pour les eaux industrielles avant rejet step,</li> <li>- ponctuels pour les eaux pluviales ( Prélèvement instantané prise d'un échantillon unique).</li> </ul> <p>Le type de prélèvement n'appelle pas de remarque.</p> <p>L'inspection a comparé les débits déclarés sous gidaf pour les rejets eaux industrielles avant rejet step, le jour des prélèvements:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le 22 septembre 2023, débit 208 m3/j</li> <li>-le 7 novembre 2023, débit 173 m3/j</li> <li>-le 12 octobre 2023, débit 244 m3/j</li> </ul> <p>Les débits sont représentatifs des débits habituels du site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 22 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limites de quantification ne sont pas respectées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les AOF campagnes de novembre 2023 sur les 2 émissaires avec une LQ &lt;10.0 µg/l pour les eaux industrielles rejet step et avec une LQ &lt;4.00 µg/l pour les eaux pluviales.</li> </ul> <p>Les LQ sont respectées pour les autres paramètres.</p>

L'exploitant devra demander au laboratoire de contrôle s'il existe une justification à ce changement de LQ.
<b>Constat : La limite de quantification pour le paramètre AOF n'est pas respectée pour certaines mesures.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 23 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis via GIDAF les résultats des différentes campagnes d'analyses des P-fas.  Sa déclaration comporte des erreurs: -Concernant la LQ : lorsque le paramètre est sous la LQ, il faut renseigner non quantifié sinon l'outil renseigne automatiquement des flux qui sont erronés. -Concernant les paramètres : les résultats pour les 8 P-fas optionnels ne sont pas renseignés.  <b>Constat : Les déclarations GIDAF pour les campagnes PFAS comportent des erreurs.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 2 mois**